

**Conseil des Atikamekw de Manawan**  
**États financiers combinés**  
*31 mars 2025*

# Conseil des Atikamekw de Manawan

## Sommaire

Exercice clos le 31 mars 2025

### Page

#### Rapport de l'auditeur indépendant

#### États financiers

État combiné des résultats et du surplus accumulé.....	1
État combiné de la situation financière.....	2
État combiné de la variation des actifs financiers nets.....	3
État combiné des flux de trésorerie.....	4
Notes complémentaires.....	5
Informations sectorielles.....	21

Aux membres du  
Conseil des Atikamekw de Manawan

## Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers combinés ci-joints du Conseil des Atikamekw de Manawan (le « Conseil »), qui comprennent l'état combiné de la situation financière au 31 mars 2025, et les états combinés des résultats et du surplus accumulé, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes afférentes aux états financiers combinés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème soulevé dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers combinés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière combinée du Conseil au 31 mars 2025, ainsi que des résultats de ses activités combinés, de la variation de ses actifs nets combinés et de ses flux de trésorerie combinés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1<sup>er</sup> avril 2022 du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, le Conseil n'a pas procédé à l'identification et à l'évaluation, aux 1<sup>er</sup> avril 2024 et 2023 et aux 31 mars 2025 et 2024, de ses passifs au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Le Conseil aurait dû identifier les immobilisations corporelles ou les composantes présentant un risque de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, estimer et comptabiliser le montant de ce passif en plus de fournir les informations sur les obligations. Puisque l'identification, l'estimation, la comptabilisation et la présentation d'informations sur les obligations n'ont pas été effectuées, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux immobilisations, aux passifs au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations aux 31 mars 2025 et 2024, à l'excédent de l'exercice et aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement, ainsi qu'à la variation des actifs financiers nets et aux informations fournies sur les obligations pour les exercices clos les 31 mars 2025 et 2024. Nous avons exprimé une opinion modifiée sur les états financiers combinés de l'exercice clos le 31 mars 2024, en raison des incidences de cette dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers combinés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Conseil conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers combinés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

## Observations – informations financières non exigées par les normes comptables canadiennes pour le secteur public

Nous attirons l'attention sur le fait que le Conseil inclut dans ses états financiers combinés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément aux exigences de Services aux Autochtones Canada et présentées à l'annexe 1, portent sur l'établissement du surplus de financement de l'exercice. De plus, le Conseil n'a pas présenté de budget dans ses états financiers combinés. Le budget est plutôt présenté dans l'information sectorielle à l'annexe 1. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

## Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers combinés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers combinés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers combinés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers combinés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Conseil à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Conseil ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Conseil.

MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l./LLP

990, avenue du Pont Sud, Alma (Québec) G8B 2V8

Tél. : 418.669.6969 Téléc. : 418.668.2966

## Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des   tats financiers combinés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les   tats financiers combinés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des   tats financiers combinés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les   tats financiers combinés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- nous acqu  rons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Conseil.
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des   v  nements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les   tats financiers combinés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des   v  nements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Conseil à cesser son exploitation.
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des   tats financiers combinés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les   tats financiers combinés représentent les opérations et   v  nements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les   tats financiers combinés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

**MNP** SENCRL, s.r.l.  
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Alma (Québec)  
Le 30 juillet 2025

<sup>1</sup> Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique n   A134512

**Conseil des Atikamekw de Manawan**  
**État combiné des résultats et du surplus accumulé**  
*Exercice clos le 31 mars 2025*

	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Revenus (note 21)	<b>97 877 116</b>	113 031 329
Dépenses (note 22)	<b>77 807 855</b>	67 053 979
<b>Surplus</b>	<b>20 069 261</b>	45 977 350
Surplus accumulé au début déjà établi	<b>127 589 288</b>	81 611 938
Corrections aux exercices antérieurs (note 2)	<b>9 134 770</b>	-
Surplus accumulé au début redressé	<b>136 724 058</b>	81 611 938
<b>Surplus accumulé à la fin</b>	<b>156 793 319</b>	127 589 288

Les notes complémentaires et les informations sectorielles font partie intégrante des états financiers combinés.



**Conseil des Atikamekw de Manawan**  
**État combiné de la situation financière**  
31 mars 2025

	2025	2024
<b>Actifs financiers</b>		
Encaisse	26 008 167	12 484 557
Placements temporaires, 4,35 %, échéant en août 2025	346 002	15 346 002
Débiteurs (note 4)	35 707 788	45 652 547
Participations dans des entreprises commerciales (note 5)	9 300 498	7 119 168
Prêts à des entreprises et des particuliers, sans intérêt ni modalités de recouvrement	476 002	52 785
Créances à long terme (note 6)	617 970	686 872
	<b>72 456 427</b>	<b>81 341 931</b>
Encaisses assujetties à des restrictions (note 7)	2 490 353	2 466 539
	<b>74 946 780</b>	<b>83 808 470</b>
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 9)	11 958 537	14 096 939
Revenus reportés (note 10)	27 486 067	34 135 034
Fonds inutilisés à réinvestir - Services aux Autochtones Canada (note 11)	5 750 620	12 578 955
Fonds inutilisés à réinvestir - Santé Canada (note 11)	2 768 376	3 594 819
Dette à long terme (note 12)	9 182 148	10 080 177
Avances du CPE Kokom, sans intérêt	50 060	157 730
Avances de la Corporation de Développement Économique Wapan inc., sans intérêt	31 000	31 000
Réserve des biens mobiliers (note 13)	-	69 641
Réserve d'eau potable et d'eaux usées (note 14)	4 154 604	4 154 604
	<b>61 381 412</b>	<b>78 898 899</b>
<b>Actifs financiers nets</b>	<b>13 565 368</b>	<b>4 909 571</b>
<b>Actifs non financiers</b>		
Immobilisations corporelles (note 15)	137 230 359	116 148 669
Immobilisations corporelles – Fonds d'Habitation (note 16)	5 201 349	5 749 743
Frais payés d'avance	715 576	700 638
Stocks	80 667	80 667
	<b>143 227 951</b>	<b>122 679 717</b>
<b>Surplus accumulé</b>	<b>156 793 319</b>	<b>127 589 288</b>

Les notes complémentaires et les informations sectorielles font partie intégrante des états financiers combinés.

Éventualités (note 19)  
Engagements (note 20)

Au nom du Conseil

  
Chéf  
  
administrateur

**Conseil des Atikamekw de Manawan**  
**État combiné de la variation des actifs nets**  
*Exercice clos le 31 mars 2025*

	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Surplus de l'exercice</b>	<b>20 069 261</b>	<b>45 977 350</b>
<b>Variation des immobilisations corporelles</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	<b>(25 859 356)</b>	(47 743 808)
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>5 206 843</b>	3 837 487
(Gain) perte à la cession d'immobilisations corporelles	<b>(83 282)</b>	6 691
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	<b>202 499</b>	49 226
	<b>(20 533 296)</b>	(43 850 404)
<b>Variation des frais payés d'avance</b>	<b>(14 938)</b>	(122 808)
<b>Variation des actifs financiers nets</b>	<b>(478 973)</b>	2 004 138
Actifs financiers nets au début de l'exercice déjà établis	<b>4 909 571</b>	2 905 433
Corrections aux exercices antérieurs (note 2)	<b>9 134 770</b>	-
<b>Actifs financiers nets au début redressés</b>	<b>14 044 341</b>	2 905 433
<b>Actifs financiers nets à la fin</b>	<b>13 565 368</b>	4 909 571

Les notes complémentaires et les informations sectorielles font partie intégrante des états financiers combinés.

**Conseil des Atikamekw de Manawan**  
**État combiné des flux de trésorerie**  
*Exercice clos le 31 mars 2025*

	2025	2024
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Surplus de l'exercice	20 069 261	45 977 350
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Corrections aux exercices antérieurs	1 361 087	227 663
Quote-part dans les résultats des entreprises commerciales	1 634 385	309 986
Utilisation de la réserve des biens mobiliers	(69 641)	(74 923)
Amortissement des immobilisations corporelles	5 206 843	3 837 487
(Gain) perte à la cession d'immobilisations corporelles	(83 282)	6 691
	<b>28 118 653</b>	<b>50 284 254</b>
Variation nette d'éléments hors trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<b>1 261 357</b>	<b>(3 516 398)</b>
	<b>29 380 010</b>	<b>46 767 856</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Variation des placements temporaires	15 000 000	(15 000 000)
Acquisition de participations dans des entreprises commerciales	(562 500)	(562 600)
Variation des avances à des entreprises commerciales	(3 253 215)	719 234
Encaissement des créances à long terme	68 902	328 062
Variation des prêts à des entreprises et des particuliers	(423 217)	-
Variation des encaisses assujetties à des restrictions	(23 814)	(1 149 873)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(25 859 356)	(47 743 808)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	202 499	49 226
	<b>(14 850 701)</b>	<b>(63 359 759)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Variation des avances de CPE Kokom	(107 670)	(2 999)
Produit de la dette à long terme	78 000	6 900
Remboursement de la dette à long terme	(976 029)	(1 389 185)
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	-	(34 161)
	<b>(1 005 699)</b>	<b>(1 419 445)</b>
<b>Augmentation (diminution) de l'encaisse</b>	<b>13 523 610</b>	<b>(18 011 348)</b>
<b>Encaisse au début</b>	<b>12 484 557</b>	<b>30 495 905</b>
<b>Encaisse à la fin</b>	<b>26 008 167</b>	<b>12 484 557</b>

Opérations sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, le Conseil a comptabilisé des corrections aux exercices antérieurs d'un montant de 7 773 683 \$ en contrepartie de la diminution de 6 405 602 \$ des fonds inutilisés à réinvestir - SAC et d'une diminution de 1 368 081 \$ des fonds inutilisés à réinvestir - Santé Canada.

Étant donné que ces opérations n'ont eu aucune incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, elles ne figurent pas à l'état combiné des flux de trésorerie.

Les notes complémentaires et les informations sectorielles font partie intégrante des états financiers combinés.



**1. Statuts et nature des activités**

Conseil des Atikamekw de Manawan (le « Conseil ») est un organisme constitué en vertu de la Loi sur les Indiens qui rend des services municipaux, sociaux, éducatifs et autres aux membres de la communauté de Manawan, le tout conformément à divers protocoles d'ententes convenus entre le Conseil et les divers intervenants.

**2. Corrections aux exercices antérieurs**

Les corrections aux exercices antérieurs sont en lien avec l'analyse des états financiers au 31 mars 2024 des différents bailleurs de fonds, le tout pour un montant total de 9 134 770 \$. Un montant de 6 405 602 \$ a été appliqué en diminution du passif des Fonds inutilisés à réinvestir - Services aux Autochtones Canada, un montant de 1 368 081 \$ a été appliqué en diminution du passif des Fonds inutilisés à réinvestir - Santé Canada, un montant de 471 918 \$ a été appliqué en diminution des revenus reportés rattachés aux autres bailleurs de fonds et les débiteurs ont été augmentés de 889 169 \$. Le solde est applicable aux exercices antérieurs au 1er avril 2024 et le surplus accumulé à cette date a été redressé en conséquence.

**3. Méthodes comptables**

Ces états financiers combinés ont été préparés par la direction du Conseil selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public, compte tenu des exigences particulières de Services aux Autochtones Canada en tenant compte des principales méthodes comptables suivantes :

**Entité comptable**

L'entité comptable de la Première Nation, Conseil des Atikamekw de Manawan, comprend le gouvernement de cette Première Nation et toutes les entités qui sont sous le contrôle de cette dernière.

**États financiers combinés**

Les états financiers combinés regroupent les états financiers des divers fonds suivants :

- Fonds d'exploitation
- Fonds d'entreprise - Loyer
- Fonds d'Habitation

De plus, ces états financiers sont combinés avec les organismes sans but lucratif « Tourisme Manawan » et « Centre sportif et culturel de Manawan » qui sont constitués en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (Québec) et « Société de développement économique de Manawan » qui est constitué en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif. « Tourisme Manawan » administre un site de tourisme situé à Manawan alors que le « Centre sportif et culturel de Manawan » exploite un aréna dans le but de fournir des services à la communauté et « Société de développement économique de Manawan » est un organisme visant à favoriser l'essor économique de la communauté Atikamekw de Manawan.

### 3. Méthodes comptables (suite)

#### Périmètre de consolidation

Toutes les entités soumises au contrôle du Conseil sont consolidées une à une, à l'exception des entreprises commerciales qui correspondent à la définition d'entreprise publique.

Les entreprises commerciales qui correspondent à la définition d'entreprise publique sont incluses dans les états financiers combinés en vertu de la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Seuls le résultat net de l'entreprise, la participation du Conseil dans l'entreprise publique et les autres variations des capitaux propres sont comptabilisés. Aucun rajustement n'est effectué pour les méthodes comptables de l'entreprise qui sont différentes de celles du Conseil.

Voici les organisations visées par la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation :

- Marché d'alimentation Manawan inc.
- Société de Télécommunications Atikamekw-Cri, S.E.C.
- Manawan Télécommunications Atikamekw S.E.C.
- Énergie Matawak S.E.C.

#### Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les instruments financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle des instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires et les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, les autres créances à recevoir, les avances et les prêts à des entreprises et des particuliers, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer et des avantages sociaux à payer, les avances à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les rentrées de trésorerie futures estimées sur la durée de vie prévue de l'actif financier à la valeur comptable de l'actif financier.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Tous les actifs financiers sont soumis chaque année à un test de dépréciation. La direction prend en considération si la société émettrice a subi des pertes continues pendant plusieurs années, l'expérience récente en matière de recouvrement de la créance, telle qu'une défaillance ou un retard dans les paiements d'intérêts ou de principal. Toute dépréciation, qui n'est pas considérée comme temporaire, est comptabilisée dans l'état des résultats. Les réductions de valeur d'actifs financiers évalués au coût et/ou au coût amorti pour refléter des pertes de valeur ne sont pas reprises pour des augmentations de valeur ultérieures.

### 3. Méthodes comptables (suite)

#### **Constatation des revenus et des produits reportés**

Les produits provenant d'opérations assorties d'obligations de prestation sont constatés lorsque le Conseil s'acquitte d'une obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis à un payeur. L'obligation de prestation est évaluée comme étant satisfaite soit sur une période donnée, soit à un moment donné.

Les produits sont comptabilisés lorsque les biens sont transférés conformément aux conditions des accords de vente, lorsque le titre de propriété ou le risque est transféré ou que le service est rendu, lorsque le prix a été établi ou peut être déterminé et lorsque l'encaissement est raisonnablement assuré.

Le Conseil reconnaît un transfert gouvernemental à titre de revenu lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, ont été respectés. Un transfert gouvernemental dont les stipulations donnent lieu à une obligation qui répond à la définition d'un passif est reconnu comme un passif. Dans de telles circonstances, le Conseil comptabilise les revenus au fur et à mesure que le passif est réglé. Les transferts d'actifs non amortissables sont comptabilisés dans les produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir.

Le Conseil comptabilise les contributions de fonds affectées à l'externe à titre de revenus dans la période où les ressources sont utilisées aux fins précisées conformément à un accord ou à une loi. Jusqu'à ce moment, le Conseil enregistre des revenus reportés affectés par l'externe.

Les revenus liés aux droits ou aux services obtenus à l'avance (soit avant que ces droits aient été perçus ou que ces services aient été reçus) sont reportés et constatés une fois les droits perçus ou les services reçus.

Les produits tirés d'un immeuble locatif sont constatés lorsqu'un locataire commence à occuper cet immeuble et que le loyer doit être payé et que l'état définitif du coût des immobilisations a été approuvé par la SCHL. Le Conseil conserve tous les avantages et risques inhérents à la propriété de ses immeubles locatifs et, par conséquent, comptabilise les baux qu'il conclut avec ses locataires à titre de contrats de location-exploitation. Les produits de la location comprennent le loyer et le recouvrement de produits divers.

Les revenus de placement sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés à mesure qu'ils sont gagnés.

Le Conseil comptabilise les revenus provenant d'opérations sans contrepartie. Ces opérations n'ont pas d'obligations de prestation et sont comptabilisées à leur valeur de réalisation lorsque le Conseil a le pouvoir de réclamer ou de conserver des entrées économiques sur la base d'une transaction ou d'un événement passé donnant lieu à un actif.

#### **Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

### 3. Méthodes comptables (suite)

#### Réserve de biens mobiliers

La réserve de biens mobiliers représente les fonds disponibles pour le remplacement d'immobilisations.

#### Réserve d'eau potable et d'eaux usées

La réserve d'eau potable et d'eaux usées représente les fonds disponibles pour les projets futurs de mise à niveau des réseaux d'eau potable et d'eaux usées.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises à partir du 1er avril 1996 sont comptabilisées au coût d'acquisition et celles acquises avant cette date ne sont pas comptabilisées (à l'exception des bâtiments – article 95) étant donné la difficulté à répertorier l'ensemble des coûts reliés à leur acquisition. L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon les méthodes, les taux et les périodes suivantes :

	Méthodes	Taux et périodes
Bâtiments	Amortissement linéaire et dégressif	20 et 40 ans, 4 % et 10 %
Équipements	Amortissement linéaire	5 et 10 ans
Fibre optique	Amortissement linéaire	15 ans
Infrastructures	Amortissement linéaire	40 ans
Machinerie	Amortissement linéaire	10 ans
Matériel informatique	Amortissement linéaire	4 ans
Matériel roulant	Amortissement linéaire	5 ans

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours.

#### Immobilisations corporelles – Fonds d'Habitation

Les bâtiments – Projet article 95 sont comptabilisés au coût. Ils sont amortis à un montant égal à la réduction annuelle du principal de la dette à long terme s'y rapportant. Cet amortissement annuel est imputé aux dépenses courantes.

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours.

#### Réduction de valeur

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

#### Avantages sociaux futurs

Le Conseil offre aux employés l'adhésion au Régime des Bénéfices Autochtone incluant le Régime de rentes de la sécurité publique des Premières Nations qui est un régime interentreprises de retraite à prestations définies. Ce régime est comptabilisé comme un régime à cotisations définies et la charge correspond à la contribution requise du fonds pour l'exercice.

Pour les employés reliés à des projets financés par Services aux Autochtones Canada, la part employeur concernant le régime de retraite est versée, en partie, par le ministère en vertu d'une entente avec le Régime de Bénéfices Autochtone.

**3. Méthodes comptables (suite)****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement composés de l'encaisse, du découvert bancaire et de placements à court terme dont l'échéance initiale, au moment de l'acquisition, est généralement de trois mois ou moins.

**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers combinés exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les principales estimations portent sur la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, la durée de vie utile des actifs à long terme, la dépréciation des actifs financiers, la juste valeur de certains instruments financiers, les passifs au titre des sites contaminés et les passifs dans le cadre des éventualités juridiques.

**4. Débiteurs**

	2025	2024
Clients	6 578 319	6 250 195
Loyers	6 642 967	5 924 745
Provision pour créances douteuses	(8 714 899)	(7 369 575)
	4 506 387	4 805 365
Gouvernement fédéral		
Services aux Autochtones Canada	24 785 177	32 715 617
Autres	3 036 296	3 957 028
Gouvernement provincial	3 207 386	2 179 910
Intérêts à recevoir	66 514	655 631
Taxes à la consommation	106 028	1 338 996
	35 707 788	45 652 547

**5. Participations dans des entreprises commerciales**

	2025	2024
Marché d'alimentation Manawan inc., à la valeur de consolidation modifiée (détention de 100 % des actions avec droit de vote)		
Solde au début	756 716	638 343
Quote-part du (perte nette) bénéfice net	(1 338 819)	118 373
	(582 103)	756 716
Solde à la fin		
Avances, sans intérêt ni modalités de recouvrement définies	9 046 733	6 058 304
	8 464 630	6 815 020

**Conseil des Atikamekw de Manawan**  
**Notes complémentaires**  
31 mars 2025

**5. Participations dans des entreprises commerciales (suite)**

	2025	2024
Société de Télécommunications Atikamekw-Cri, S.E.C., à la valeur de consolidation modifiée (détention de 16,67 % des parts)		
Solde au début	(8 030)	(4 247)
Quote-part du bénéfice net (perte nette)	23 962	(3 783)
Solde à la fin	15 932	(8 030)
Manawan Télécommunications Atikamekw S.E.C., à la valeur de consolidation modifiée (détention de 99,99 % des parts)		
Solde au début	(220 939)	-
Acquisition de participation	-	100
Quote-part de la perte nette	(237 920)	(221 039)
Solde à la fin	(458 859)	(220 939)
Avances, sans intérêt ni modalités de recouvrement définies	485 946	221 160
	27 087	221
Énergie Matawak S.E.C., à la valeur de consolidation modifiée (détention de 37,50 % des parts)		
Solde au début	358 963	-
Acquisition de participation	562 500	562 500
Quote-part de la perte nette	(81 608)	(203 537)
Solde à la fin	839 855	358 963
Avances, sans intérêt ni modalités de remboursement définies	(47 006)	(47 006)
	792 849	311 957
	9 300 498	7 119 168

**6. Créances à long terme**

	2025	2024
Subvention à recevoir du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit pour le remboursement d'une dette à long terme, 6,00 %, recouvrable par versements semestriels de 54 665 \$, capital et intérêts, échéant en septembre 2032	617 970	686 872

**Conseil des Atikamekw de Manawan**  
**Notes complémentaires**  
31 mars 2025

**7. Encaisses assujetties à des restrictions**

	2025	2024
Épargnes à terme, entre 3,75 % et 4,20 % – Réserve de remplacement(a)	2 301 539	2 288 308
Épargnes à terme, entre 3,75 % et 4,20 % – Réserve de fonctionnement(a)	68 258	65 231
Encaisse – Fonds de bande – capital(b)	10 264	10 264
Encaisse – Fonds de bande – revenus(b)	110 292	102 736
	<b>2 490 353</b>	<b>2 466 539</b>

- a) En vertu de l'accord avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), un montant doit être porté au crédit du compte de la réserve de remplacement. Ces fonds et les intérêts cumulés doivent être placés dans un compte de banque distinct ou investis uniquement dans des comptes ou instruments assurés par la Société d'Assurance-Dépôts du Canada ou placés de toute autre façon que la SCHL peut approuver de temps à autre. Toute utilisation des fonds du compte doit être approuvée par la SCHL.
- b) Les comptes en fiducie d'Ottawa sont des sommes provenant de sources de capital ou de revenus conformément à l'article 62 de la Loi sur les Indiens. Ces sommes sont gardées en fiducie dans le Trésor du gouvernement du Canada et peuvent être vérifiées par le Bureau du vérificateur général du Canada. La gestion de ces sommes est régie principalement par les articles 63 à 69 de la Loi sur les Indiens.

**8. Emprunt bancaire**

Le Conseil dispose d'un emprunt bancaire, au taux préférentiel majoré de 1,5 %, et garanti par un lien sur les créances gouvernementales. Le montant total autorisé est de 4 000 000 \$ et est renouvelable annuellement.

**9. Crédoiteurs et charges à payer**

	2025	2024
Fournisseurs	8 145 743	11 349 055
Salaires et charges sociales	1 923 428	1 578 946
Frais courus	379 537	572 045
Avances de la MRC Matawinie, sans intérêt	-	108 113
Marché d'alimentation Manawan inc. - entreprise commerciale	1 509 829	488 780
	<b>11 958 537</b>	<b>14 096 939</b>

**10. Revenus reportés**

	Financement reçu en 2025	Revenus constatés en 2025	Solde disponible le 31 mars 2025	Solde disponible le 31 mars 2024
Fédéral	22 014 404	28 308 268	24 534 802	30 828 666
Provincial	2 162 835	2 417 938	2 951 265	3 206 368
Autre	-	100 000	-	100 000
	<b>24 177 239</b>	<b>30 826 206</b>	<b>27 486 067</b>	<b>34 135 034</b>

**11. Fonds inutilisés à réinvestir - Services aux Autochtones Canada et Santé Canada**

Les fonds non utilisés - SAC sont constitués de financements versés par SAC par l'entremise de la contribution globale. Ces fonds peuvent être utilisés par le Conseil afin de fournir des services à la communauté. Le Conseil doit éponger les déficits à venir avec ces surplus accumulés ou soumettre un plan de réinvestissement des surplus à SAC avant le renouvellement de son entente.

Les fonds non utilisés - Santé Canada sont constitués de financements versés par Santé Canada par l'entremise de la contribution globale. Ces fonds peuvent être utilisés par le Conseil afin de fournir des services à la communauté tout en respectant le plan de santé soumis à Santé Canada. Le Conseil doit éponger les déficits à venir avec ces surplus accumulés ou soumettre un plan de réinvestissement des surplus à Santé Canada avant le renouvellement de son entente.

**12. Dette à long terme**

	2025	2024
Emprunt, 6,50 %, remboursable par versements mensuels de 2 717 \$, capital et intérêts, échéant en mars 2041	323 824	334 979
Emprunt, 6,50 %, remboursable par versements mensuels de 2 737 \$, capital et intérêts, échéant en mars 2034	221 425	238 968
Emprunt, 6,50 %, remboursable par versements mensuels de 4 336 \$, capital et intérêts, échéant en août 2031	265 276	297 553
Emprunt, 6,50 %, remboursable par versements mensuels de 3 878 \$, capital et intérêts, échéant en février 2029	160 545	195 401
Emprunt, 6,50 %, remboursable par versements mensuels de 3 055 \$, capital et intérêts, échéant en novembre 2028	118 704	146 444
Emprunt, 4,74 %, remboursable par versements mensuels de 4 310 \$, capital et intérêts, garanti par du matériel informatique d'une valeur comptable nette de 137 500 \$, échéant en mars 2026	50 412	98 498
Emprunt, 5,99 %, remboursable par versements mensuels de 807 \$, capital et intérêts, garanti par du matériel roulant d'une valeur comptable nette nulle, échéant en novembre 2025	6 313	15 320
Emprunt, 6,50 %, remboursable par versements mensuels de 3 719 \$, capital et intérêts, échéant en août 2025	17 206	56 645
Emprunt, 6,50 %, remboursable par versements mensuels de 2 389 \$, capital et intérêts, échéant en mai 2025	4 733	32 070
Emprunt, 2,64 %, remboursé au cours de l'exercice	-	5 251
Emprunt, 4,99 %, remboursé au cours de l'exercice	-	6 100
Emprunt, 4,37 %, remboursé au cours de l'exercice	-	3 865
Emprunt, 4,50 %, remboursable par versements mensuels de 8 490 \$, capital et intérêts, échéant en mars 2046	1 541 641	1 584 806
Emprunt, 6,29 %, remboursable par versements mensuels de 10 473 \$, capital et intérêts, garanti par un lien sur les placements temporaires et les créances gouvernementales, échéant en mars 2046	1 483 492	1 514 365
Emprunt, 6,00 %, remboursable par versements semestriels de 54 665 \$, capital et intérêts, garanti par une contribution à recevoir de Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, échéant en mars 2032	617 971	686 872



**12. Dette à long terme (suite)**

	2025	2024
Emprunt, 6,50 %, remboursable par versements mensuels de 3 500 \$, capital et intérêts, échéant en décembre 2036	344 490	363 421
Emprunt, 4,74 %, remboursable par versements mensuels de 351 \$, capital et intérêts, garanti par du matériel informatique d'une valeur comptable nette de 5 865 \$, échéant en avril 2026	4 486	8 357
Emprunt, 3,99 %, remboursable par versements mensuels de 949 \$, capital et intérêts, garanti par du matériel roulant d'une valeur comptable nette de 20 691 \$, échéant en février 2029	41 211	50 743
Emprunt, 6,75 %, remboursable par versements mensuels de 218 \$, capital et intérêts, garanti par du matériel informatique d'une valeur comptable nette de 6 555 \$, échéant en mai 2026	2 924	5 253
Emprunt, 7,49 %, remboursable par versements mensuels de 1 485 \$, capital et intérêts, échéant en août 2041	168 062	173 084
Emprunt, 5,58 %, remboursable par versements mensuels de 1 493 \$, capital et intérêts, garanti par du matériel informatique d'une valeur comptable nette de 66 300 \$, échéant en juillet 2029	67 631	-
<b>Hypothèques immobilières de la SCHL, garanties par Services aux Autochtones Canada</b>		
Emprunt, 0,50 %, remboursé en juin 2021	-	-
Emprunt, 0,76 %, remboursable par versements mensuels de 2 429 \$, capital et intérêts, échéant en octobre 2025	16 970	45 863
Emprunt, 3,72 %, remboursé au cours de l'exercice	-	13 607
Emprunt, 0,91 %, remboursable par versements mensuels de 1 951 \$, capital et intérêts, échéant en avril 2025	1 952	25 235
Emprunt, 0,91 %, remboursable par versements mensuels de 1 951 \$, capital et intérêts, échéant en avril 2025	1 952	25 235
Emprunt, 1,57 %, remboursable par versements mensuels de 2 518 \$, capital et intérêts, renouvelable en décembre 2026, échéant en mai 2028	375 534	121 780
Emprunt, 0,79 %, remboursable par versements mensuels de 3 473 \$, capital et intérêts, renouvelable en janvier 2026, échéant en mai 2033	329 518	368 436
Emprunt, 0,79 %, remboursable par versements mensuels de 3 473 \$, capital et intérêts, renouvelable en janvier 2026, échéant en mai 2033	329 518	368 436
Emprunt, 3,98 %, remboursable par versements mensuels de 4 361 \$, capital et intérêts, renouvelable en novembre 2027, échéant en mai 2036	471 899	504 934
Emprunt, 1,57 %, remboursable par versements mensuels de 3 036 \$, capital et intérêts, renouvelable en décembre 2026, échéant en juin 2036	93 269	405 841
Emprunt, 3,98 %, remboursable par versements mensuels de 3 755 \$, capital et intérêts, renouvelable en novembre 2027, échéant en mai 2036	406 354	434 801
Emprunt, 4,08 %, remboursable par versements mensuels de 4 329 \$, capital et intérêts, renouvelable en mai 2029, échéant en mai 2041	615 598	643 078
<b>Hypothèques immobilières de Desjardins, garanties par Services aux Autochtones Canada</b>		
Emprunt, 6,21 %, remboursable par versements mensuels de 8 194 \$, capital et intérêts, échéant en octobre 2031	598 592	670 066

**Conseil des Atikamekw de Manawan**  
**Notes complémentaires**  
31 mars 2025

**12. Dette à long terme (suite)**

	2025	2024
Emprunt, 2,68 %, remboursable par versements mensuels de 8 373 \$, capital et intérêts, échéant en septembre 2029	422 412	509 616
Emprunt, 6,21 %, remboursable par versements mensuels de 2 856 \$, capital et intérêts, échéant en mars 2027	78 234	113 392
	<b>9 182 148</b>	<b>10 080 177</b>

Les versements de capital requis au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2026	816 161
2027	747 642
2028	742 901
2029	741 328
2030	670 355

**13. Réserve des biens mobiliers**

	2025	2024
Solde au début	69 641	144 564
Remplacement au cours de l'exercice	(69 641)	(74 923)
Solde à la fin	-	69 641

**14. Réserve d'eau potable et d'eaux usées**

	2025	2024
Solde au début et à la fin	4 154 604	4 154 604

**15. Immobilisations corporelles**

	Coût	Amortissement cumulé	2025 Valeur nette	2024 Valeur nette
Bâtiments	139 096 171	27 684 676	111 411 495	37 736 850
Équipements	4 120 378	1 967 997	2 152 381	806 831
Fibre optique	1 084 094	934 659	149 435	181 343
Infrastructures	13 118 896	4 354 635	8 764 261	8 998 348
Machinerie	3 085 453	1 069 136	2 016 317	1 057 334
Matériel informatique	1 923 395	1 447 403	475 992	498 082
Matériel roulant	6 065 057	4 107 836	1 957 221	2 277 025
Immobilisations en cours	10 303 257	-	10 303 257	64 592 856
	<b>178 796 701</b>	<b>41 566 342</b>	<b>137 230 359</b>	<b>116 148 669</b>

**16. Immobilisations corporelles – Fonds d'Habitation**

	<i>Coût</i>	<i>Amortissement cumulé</i>	<i>2025 Valeur nette</i>	<i>2024 Valeur nette</i>
Bâtiments – Projet article 95	18 371 669	13 170 320	5 201 349	5 749 743

**17. Opérations entre apparentés**

Le tableau qui suit présente un sommaire des opérations conclues par le Conseil avec une entreprise commerciale au cours de l'exercice :

	<i>2025</i>	<i>2024</i>
Revenus		
Autres	76 850	158 785
Dépenses		
Biens et services	953 795	820 844

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont évaluées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

Les montants dus à l'entreprise commerciale sont présentés à la note 9.

**18. Régime de retraite à prestations définies**

Le Conseil offre à ses salariés un régime de retraite contributif à prestations définies. En vertu du régime, les cotisations sont versées par les adhérents et par les employeurs. Le promoteur du régime, soit le Régime des Bénéfices Autochtone, doit financer le régime de façon à constituer les prestations définies selon les dispositions du régime. La valeur de ces prestations est établie au moyen d'une évaluation actuarielle triennale. Les prestations au titre des services sont calculées à partir du nombre d'années de services, multiplié par 1,875 %, 2,000 % ou 0,700 % selon le type de régime choisi de la moyenne des cinq meilleures années de salaire de l'employé. Bien que ce régime puisse présenter les caractéristiques d'un régime à prestations définies, le Conseil ne dispose pas de suffisamment d'informations pour se conformer aux normes relatives aux régimes à prestations définies énoncées dans le Manuel de CPA Canada; il comptabilise plutôt le régime en se conformant aux normes relatives aux régimes à cotisations définies. La charge de retraite de ce régime pour l'exercice 2025 a été de 2 911 648 \$ (2 522 712 \$ en 2024).

**19. Éventualités**

**Poursuites**

Deux poursuites ont été intentées contre le Conseil dans des dossiers de congédiement injustifié de deux employés. Les sommes en cause pour ces dossiers sont de l'ordre de 60 750 \$ et 100 000 \$ respectivement. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et les montants que le Conseil pourrait devoir verser, le cas échéant. De plus, dépendamment de la nature du règlement, la couverture d'assurance reste à déterminer. Aucune provision n'a donc été constituée dans les états financiers combinés.

**Lettre de garantie**

Le Conseil a signé une lettre de garantie en faveur d'un fournisseur pour un montant totalisant 50 000 \$. Au 31 mars 2025, il est impossible d'évaluer le montant que le Conseil pourrait devoir payer en cas de défaut. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers combinés.

**20. Engagements**

Le Conseil a conclu avec un fournisseur un contrat de service d'une durée de trois ans qui expire en novembre 2025. Selon les dispositions de ce contrat, le Conseil s'est engagé à verser une somme annuelle de 521 417 \$ au fournisseur pour des services d'entretien routier. Les versements futurs totalisent 274 956 \$ et comprennent le versement suivant pour le prochain exercice :

2026	274 956
------	---------

Le Conseil a conclu avec un fournisseur un contrat de service pour le transport scolaire d'une durée de cinq ans qui expire en juin 2027. Le solde de l'engagement au 31 mars 2025 est de 857 951 \$. Les paiements minimaux exigibles des trois prochaines années sont les suivants :

2026	366 376
2027	377 367
2028	114 208

**21. Revenus par source**

	2025	2024
Fédéral		
Services aux Autochtones Canada	77 038 689	80 909 960
Autres	5 611 334	7 564 047
Provincial	4 362 936	3 477 287
Revenus reportés	5 493 484	20 255 786
Quote-part dans les résultats des entreprises commerciales	(1 634 385)	(309 986)
Autres	7 005 058	1 134 235
	97 877 116	113 031 329

**22. Dépenses par objet**

	2025	2024
Salaires et charges sociales	35 265 773	30 898 718
Biens et services	36 900 978	31 740 829
Intérêts sur la dette à long terme	517 543	570 254
Amortissement des immobilisations corporelles	5 206 843	3 837 487
(Gain) perte à la cession d'immobilisations corporelles	(83 282)	6 691
	77 807 855	67 053 979

## 23. Instruments financiers

### 23.1 Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, le Conseil est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

### 23.2 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'entité sont liés aux débiteurs (à l'exception des montants à recevoir du gouvernement fédéral et provincial, des intérêts à recevoir et des taxes à la consommation), des avances dans les participations dans des entreprises commerciales et des prêts à des entreprises et des particuliers.

L'exposition maximale du Conseil au risque de crédit au 31 mars est la suivante :

	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Débiteurs	<b>4 506 387</b>	4 805 365
Avances dans les participations dans des entreprises commerciales	<b>9 485 673</b>	6 232 458
Prêts à des entreprises et des particuliers	<b>476 002</b>	52 785
	<b>14 468 062</b>	11 090 608

Le risque de crédit associé à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux placements temporaires et aux encaisses assujetties à des restrictions est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Le risque de crédit associé aux créances à long terme est jugé négligeable puisque les contreparties sont des organismes paragouvernementaux.

**23. Instruments financiers (suite)**

**23.2 Risque de crédit (suite)**

**23.2.1 Débiteurs**

Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit, puisque le Conseil évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine leur historique de crédit. Le Conseil ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses clients et de leurs secteurs d'activité, le Conseil croit que la concentration du risque de crédit à l'égard des débiteurs est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des clients. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 mars se détaille comme suit :

	2025	2024
Non en souffrance	1 456 486	1 292 866
En souffrance :		
De 30 à 60 jours	235 868	5 637 297
De 60 à 90 jours	764 649	201 189
Plus de 90 jours	10 764 283	5 043 588
	<b>13 221 286</b>	<b>12 174 940</b>
Moins la provision pour créances douteuses	<b>(8 714 899)</b>	<b>(7 369 575)</b>
	<b>4 506 387</b>	<b>4 805 365</b>

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	7 369 575
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	1 447 857
Montants recouvrés	<b>(102 533)</b>
Solde à la fin	<b>8 714 899</b>

Le Conseil est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

## 23. Instruments financiers (suite)

### 23.3 Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Le Conseil est exposé au risque de taux d'intérêt.

#### 23.3.1 Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt du Conseil est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme le Conseil a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

			31 mars 2025
	Taux d'intérêt fixes	Taux d'intérêt variables	Total
<b>Actifs financiers</b>			
Encaisse	-	26 008 167	26 008 167
Placements temporaires	346 002	-	346 002
Créances à long terme	617 970	-	617 970
Encaisses assujetties à des restrictions	2 490 353	-	2 490 353
<b>Passifs financiers</b>			
Dettes à long terme	9 182 148	-	9 182 148
			31 mars 2024
	Taux d'intérêt fixes	Taux d'intérêt variables	Total
<b>Actifs financiers</b>			
Encaisse	-	12 484 557	12 484 557
Placements temporaires	15 346 002	-	15 346 002
Créances à long terme	686 872	-	686 872
Encaisses assujetties à des restrictions	2 466 539	-	2 466 539
<b>Passifs financiers</b>			
Dettes à long terme	10 080 177	-	10 080 177

Au 31 mars 2025, le taux préférentiel est de 4,95 % (7,20 % au 31 mars 2024).

## 23. Instruments financiers (suite)

### 23.4 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Conseil éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. Le Conseil gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. Le Conseil établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	2025				
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	11 958 537	-	-	-	11 958 537
Revenus reportés	27 486 067	-	-	-	27 486 067
Fonds inutilisés à réinvestir - Services aux Autochtones Canada	5 750 620				5 750 620
Fonds inutilisés à réinvestir - Santé Canada	2 768 376				2 768 376
Avances du CPE Kokom	50 060	-	-	-	50 060
Avances de la Corporation de Développement Économique Wapan inc.	31 000	-	-	-	31 000
Dette à long terme	816 161	1 490 543	1 411 683	5 463 761	9 182 148
Réserve d'eau potable et d'eaux usées	-	-	-	4 154 604	4 154 604
	48 860 821	1 490 543	1 411 683	9 618 365	61 381 412

	2024				
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	14 096 939	-	-	-	14 096 939
Revenus reportés	33 413 286	721 748	-	-	34 135 034
Fonds inutilisés à réinvestir - Services aux Autochtones Canada	12 578 955				12 578 955
Fonds inutilisés à réinvestir - Santé Canada	3 594 819				3 594 819
Avances du CPE Kokom	157 730	-	-	-	157 730
Avances de la Corporation de Développement Économique Wapan inc.	31 000	-	-	-	31 000
Dette à long terme	954 575	1 993 753	1 537 480	5 594 369	10 080 177
Réserve des biens mobiliers	69 641	-	-	-	69 641
Réserve d'eau potable et d'eaux usées	-	-	-	4 154 604	4 154 604
	64 896 945	2 715 501	1 537 480	9 748 973	78 898 899

## 24. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.



Conseil des Atikamekw de Manawan  
Informations sectorielles  
Exercice terminé le 31 mars 2025

	Budget			Revenus			Dépenses		2025		2024	
	Revenus	Dépenses et affectations	Surplus (déficit) de financement	Revenus S.A.C.	Revenus reportés	Revenus autres	Revenus totaux	Dépenses totales	Surplus (déficit) courant	Affectations	Surplus (déficit) de financement	Surplus (déficit) courant
SECTEUR ADMINISTRATION												
3	-	-	-	-	163 443	(163 443)	-	-	-	-	-	-
4	4 846 806	2 584 639	2 261 967	43 656	-	8 790 576	8 834 232	3 643 660	5 190 572	(58 404)	5 132 168	4 534 289
5	-	-	-	32 046	-	(32 046)	-	-	-	-	-	-
6	1 975	1 975	-	22 458	-	(22 458)	-	-	-	-	-	-
7	15 405	15 405	-	175 740	-	(175 740)	-	-	-	-	-	-
8	(27 482)	-	(27 482)	465 194	-	(465 194)	-	-	-	-	-	-
9	203 333	203 333	-	189 354	-	-	189 354	189 354	-	-	-	(111 114)
10	-	-	-	-	-	95 584	95 584	123 444	65 286	-	65 286	-
11	-	-	-	-	-	123 444	123 444	123 444	-	-	-	-
12	-	-	-	-	-	123 444	123 444	123 444	-	-	-	-
13	1 011 689	1 061 689	(50 000)	1 945 326	-	-	2 127 423	2 123 558	3 865	(3 865)	-	15 058
14	-	-	(512 297)	-	141 289	6 617	561 446	581 446	248	-	248	-
15	183 364	695 881	-	-	-	180 754	180 754	180 754	-	-	-	-
16	-	-	-	-	-	15 000	15 000	15 000	-	-	-	-
17	-	-	-	-	-	46 455	46 455	65 853	(19 398)	-	(19 398)	(9 015)
18	-	-	-	-	-	601 325	601 325	601 325	(5 000)	-	(5 000)	(101 855)
19	-	-	-	-	-	-	-	5 000	101 333	-	101 333	(100 914)
20	-	-	-	-	-	-	-	39 542	-	-	-	-
21	-	-	-	-	-	-	-	109 549	-	-	-	-
22	-	-	-	38 929	70 620	43 375	47 389	47 389	(4 014)	-	(4 014)	-
23	-	-	-	-	-	48 211	48 211	48 211	-	-	-	-
24	-	-	-	-	-	-	-	8 400	(8 400)	-	(8 400)	9 750
25	-	-	10 000	-	-	9 484	9 484	17 355	-	-	-	(14 893)
26	29 200	19 200	-	-	-	17 355	17 355	17 355	-	-	-	-
27	-	-	-	-	-	177 749	177 749	177 749	-	-	-	-
28	232 480	232 480	-	-	-	3 915	3 915	3 915	-	-	-	-
29	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Programme d'Aide à la Gestion des Urgences (PAGU) (#01911)												
6 486 790 4 814 602 1 682 188 2 912 703 375 352 10 167 536 13 455 591 7 529 774 5 925 817 (62 269) 5 863 548 4 169 327												
ÉDUCATION												
31	10 264 099	10 264 099	-	8 902 272	-	434	8 902 706	8 837 586	65 120	(65 120)	-	86 303
32	737 019	737 019	-	7 200 033	-	(2 991 962)	4 208 071	1 019 918	3 188 153	(177 562)	3 010 591	917
33	6 509 236	6 509 236	-	6 058 640	-	-	6 058 640	5 988 946	89 694	(89 694)	-	149 205
34	513 020	513 020	-	395 839	-	-	395 839	395 839	-	-	-	-
35	862 816	862 816	-	746 993	-	-	746 993	746 993	-	-	-	-
36	988 474	988 474	-	869 175	-	-	869 175	869 175	-	-	-	-
37	2 174 419	2 174 419	-	379 399	-	(13 239)	366 160	366 160	-	-	-	-
38	614 053	614 053	-	293 000	-	-	293 000	291 077	1 923	(1 923)	-	1 634
39	8 759 484	8 732 041	27 443	8 101 561	-	-	8 101 561	8 062 823	38 738	(38 738)	-	7 783
40	593 250	593 250	-	647 880	-	-	647 880	647 880	-	-	-	-
41	61 917	61 917	-	58 934	-	-	58 934	58 934	-	-	-	-
42	73 894	73 894	-	-	-	92 133	92 133	92 133	-	-	-	-
43	118 559	118 559	-	5 953	-	30 064	30 064	30 064	-	-	-	-
44	-	-	-	(12 895)	-	38 945	26 250	1 250	25 000	(25 000)	-	-
45	-	-	-	-	-	36 100	36 100	36 100	-	-	-	-
46	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(16 649)
47	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
48	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
49	48 825	48 825	-	137 009	-	-	137 009	137 009	3 489	(3 489)	-	-
50	-	-	-	(33 881)	-	66 066	32 185	28 686	9 105	-	-	-
51	22 887	22 887	-	9 105	-	9 105	9 105	9 105	-	-	-	(6 887)
52	218 554	218 554	-	79 590	-	73 261	152 851	162 905	(10 054)	-	(10 054)	-
53	-	-	-	-	-	135 044	135 044	135 044	-	-	-	(5 716)

Conseil des Atikamekw de Manawan  
Informations sectorielles  
Exercice terminé le 31 mars 2025

	Budget			Revenus				Dépenses		2025		2024	
	Revenus	Dépenses et affectations	Surplus (déficit) de financement	Revenus S.A.C.	Revenus reportés	Revenus autres	Revenus totaux	Dépenses totales	Surplus (déficit) courant	Affectations	Surplus (déficit) de financement	Surplus (déficit) courant	
ÉDUCATION (SUITE)													
54	711 528	711 528	-	122 340	-	587 129	709 469	704 712	4 757	(4 757)	-	-	
55	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 094)	
56	327 827	327 827	-	223 323	-	-	223 323	223 323	-	-	-	-	
57	380 021	380 021	-	247 782	-	93 195	340 957	340 957	22 145	-	22 145	82 726	
58	-	-	-	-	-	143 559	143 559	121 414	(947)	-	(947)	-	
59	-	-	-	-	-	12 000	12 000	12 947	-	-	-	-	
	33 989 682	33 982 239	27 443	34 247 151	175 976	(1 694 119)	32 729 008	29 300 990	3 428 018	(405 283)	3 021 735	298 422	
RESSOURCES HUMAINES													
61	664 924	664 924	-	-	-	628 222	628 222	628 222	-	-	-	-	
AMÉNAGEMENT COMMUNAUTAIRE													
63	851 145	811 575	39 570	646 162	6 379	301 353	953 934	953 934	-	-	-	119 341	
64	1 149 565	1 071 556	78 009	564 330	-	59 158	623 488	601 269	22 219	(22 219)	-	369 371	
65	3 863 911	3 862 302	1 609	2 193 634	-	1 758 399	3 952 033	3 318 231	633 802	(587 762)	46 040	-	
66	-	-	-	-	-	139 031	139 031	139 031	-	-	-	-	
67	717 312	712 251	5 061	839 278	-	257 111	1 096 389	767 100	329 289	(469 340)	(140 051)	435 045	
68	234 155	194 769	39 386	39 900	-	-	39 900	39 900	-	-	-	-	
69	1 244 134	1 025 103	219 031	353 000	-	-	353 000	332 224	20 776	(20 776)	-	-	
70	-	-	-	81 422	-	-	81 422	8 429	72 993	(72 993)	-	-	
71	1 116 630	557 980	558 650	48 743	(316 004)	783 103	513 842	468 546	45 296	(45 296)	-	-	
72	1 262 319	1 237 378	24 941	614 235	-	163 467	777 702	717 026	60 676	(60 676)	-	59 677	
73	2 802 408	2 800 965	1 443	571 825	-	157 062	729 887	683 552	35 335	(35 335)	-	59 677	
74	746 154	744 926	1 228	298 646	-	56 598	355 244	306 584	48 660	(48 660)	-	-	
75	59 086	56 066	3 320	-	-	167 405	167 405	167 405	-	-	-	(62 707)	
76	253 920	220 982	32 938	-	(400 000)	72 483	72 483	53 443	19 040	(27 739)	19 040	43 532	
77	167 539	165 610	1 929	-	-	497 762	97 762	73 128	24 634	(3 105)	12 001	12 001	
78	82 778	77 965	4 813	-	-	20 949	20 949	14 118	6 831	-	6 831	6 571	
79	45 714	45 546	168	47 789	-	-	47 789	47 789	-	-	-	-	
80	-	-	-	-	-	20 400	20 400	20 400	-	-	-	-	
81	-	-	-	-	-	109 000	109 000	32 866	76 134	(27 337)	48 797	53 372	
82	160 625	160 419	206	-	-	128 748	128 748	49 772	78 976	-	78 976	79 386	
83	204 284	196 570	7 714	-	-	76 850	76 850	38 292	38 558	(645 011)	(606 453)	30 550	
84	16 402	15 681	711	-	-	28 000	28 000	6 052	21 948	-	21 948	-	
85	1 278 801	1 277 227	1 274	1 284 798	-	(1 284 798)	-	-	-	-	-	-	
86	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
87	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 613 261)	
88	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(622 581)	
89	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
90	3 200 200	3 200 000	200	-	-	1 532 023	1 532 023	-	1 532 023	(1 532 023)	-	-	
91	55 000	55 000	-	(178 000)	-	363 525	185 525	1 578 651	(1 393 126)	1 393 126	-	1 326 526	
92	-	-	-	-	-	193 304	193 304	1 680 549	(1 487 245)	1 487 245	-	1 487 245	
93	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
94	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
95	395 000	385 000	10 000	-	593 473	-	593 473	593 473	-	-	-	-	
96	3 700 000	6 703 600	(3 003 600)	232 343	-	3 903 876	4 136 219	16 132 012	(11 985 793)	9 535 620	(2 460 173)	9 535 620	
97	1 000 000	990 000	10 000	-	-	100 145	100 145	100 145	-	-	-	-	
98	-	-	-	-	-	118 178	118 178	118 178	-	-	-	-	
99	14 391 399	13 527 720	863 669	1 953 631	8 643 820	-	10 597 451	2 591	10 594 860	(10 594 860)	-	28 083 909	
100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
101	2 600 000	2 475 000	125 000	-	-	325 191	325 191	-	325 191	(325 191)	-	-	

Conseil des Atikamekw de Manawan  
Informations sectorielles  
Exercice terminé le 31 mars 2025

	Budget			Revenus				Dépenses		2025		2024
	Revenus	Dépenses et affectations	Surplus (déficit) de financement	Revenus S.A.C.	Revenus reportés	Revenus autres	Revenus totaux	Dépenses totales	Surplus (déficit) courant	Affectations	Surplus (déficit) de financement	Surplus (déficit) courant
AMÉNAGEMENT COMMUNAUTAIRE (SUITE)												
102	BC - Nouveau CPE (#06220)	-	-	-	-	184 000	184 000	-	184 000	-	184 000	120 906
103	BC - Nouveau Garage Municipal (#06225)	210 000	176 000	-	-	21 100	21 100	21 100	-	-	-	-
104	Étude préprojet nouveau PSI (#06230)	110 000	110 000	-	22 660	-	22 660	22 660	-	-	-	-
105	Héliport (#06235)	380 000	268 720	-	185 465	-	185 465	-	185 465	(185 465)	-	-
106	Maison des Jeunes - MRC de Mataneville (#06245)	284 000	274 500	-	1 400	-	1 400	1 400	-	-	-	-
107	Conversion ESPO en Centre Administratif (#06250)	350 000	690 000	-	1 892	-	1 892	1 892	-	-	-	-
108	Infra - Mise à niveau eaux usées (#06305)	375 209	313 286	-	169 290	-	169 290	69 532	99 758	(99 758)	-	-
109	Infrastructure - Agrégat (#06310)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Agrandissement du réservoir d'eau (#06315)	648 884	1 758 486	(1 109 612)	1 684 443	187 702	2 073 390	92 516	2 073 390	(2 073 390)	-	4 871 281
111	INFRA - Arpentage (#06320)	85 000	85 000	-	7 484	85 032	92 516	92 516	-	-	-	-
112	Nouveau Cinéma (#06325)	-	-	-	-	112 057	112 057	-	112 057	(112 057)	-	-
113	INFRA - Planification développement urbain (#06330)	3 500 000	600 220	2 899 780	-	112 198	112 198	112 198	-	-	-	-
114	Bassin de rétention des eaux pluviales CQU82 (#06335)	-	-	-	44 362	-	44 362	44 362	-	-	-	-
115	Jardins Communautaires (#06340)	-	-	-	10 735	-	10 735	10 735	-	-	-	-
116	Plan d'investissement des rénovations Projet CQT98 (#06410)	148 464	147 939	525	(1 514 653)	-	133 642	133 642	-	-	-	-
117	Évaluation foncières Projet CQT93 (#06415)	-	-	-	15 900	-	15 900	15 900	-	-	-	-
				47 690 028	46 995 382	694 666	9 125 911	10 750 452	31 346 374	1 765 747	(4 569 697)	44 395 461
SERVICE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE												
119	Service de police (#07100)	3 894 575	3 141 967	752 608	(415 392)	2 978 555	2 563 163	2 536 104	27 059	(27 059)	-	1 834
120	Projet Violence Conjugale 22-25 (#07101)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
121	Acquisition d'équipements et formation (#07105)	870 161	870 161	-	554 833	96 684	651 517	253 403	398 114	(398 114)	-	-
122	Agrandissement du poste de police (#07110)	-	-	-	400 000	(400 000)	-	-	-	-	-	-
123	Protection contre les incendies (#07200)	-	-	-	-	-	300 094	300 094	-	-	-	-
124	Acquisition équipement incendie (#07205)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
125	Formation - Protection incendie (#07210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	130 451
126	COVID-19 Service Incendie (#07299)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
				4 764 736	4 012 128	752 608	539 441	2 675 239	3 514 774	425 173	(425 173)	132 285
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI (DÉE)												
128	Planification de fonctionnement des O.D.E.C. (#08100)	165 352	146 571	18 781	-	9 652	233 138	233 138	-	-	-	-
129	Financement des O.D.E.C. (#08105)	162 352	157 342	5 010	-	(8 063)	107 933	107 933	-	-	-	-
130	Fonds Développement économique - Hydro-Québec (#08110)	105 479	105 479	-	-	107 558	107 558	107 558	-	-	-	-
131	Mobilisation communautaire (#08300)	350 179	346 098	4 081	24 222	285 308	289 530	368 772	(79 242)	-	(79 242)	37 311
132	Agent de liaison (Services Québec) (#08350)	-	-	-	-	6 139	6 139	6 139	-	-	-	-
133	Développement et application politique Atikamekw - Violence familiale (#08360)	-	-	-	(43 750)	43 750	-	-	-	-	-	-
134	Gestion Poste la Verendrye (#08400)	-	-	-	-	12 388	12 388	-	12 388	-	-	-
135	Centre écologique Valérie Berger (#08500)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
136	Fonds Activités traditionnelles Hydro-Québec (#08501)	90 000	88 182	1 818	-	90 000	90 000	101 416	(11 416)	-	(11 416)	82 282
137	Direction des services communautaires (#08505)	233 207	238 024	(4 817)	-	54 850	54 850	188 781	(139 931)	(962)	(134 893)	(228 562)
138	Projet Ferme Aquaponique (#08600)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
139	Projet Mamo Weniwir (#08620)	116 100	115 146	954	(80 163)	112 875	32 712	32 712	-	-	-	-
140	Killian Aski (#08625)	101 759	82 082	19 677	22 139	-	22 139	22 139	-	-	-	-
141	Journée de l'emploi SPC (#08720)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
142	Projet Mikanakw (#08800)	192 064	192 064	-	40 596	52 261	92 857	92 857	(5 259)	-	(5 259)	44 083
143	Gestion garage (Rue) (#08900)	-	-	-	-	-	-	5 259	-	-	-	9 491
				1 516 492	1 470 988	45 504	(36 956)	746 718	1 049 244	1 266 704	(217 460)	(75 415)
										(862)	(218 422)	

Conseil des Atikamekw de Manawan  
Informations sectorielles  
Exercice terminé le 31 mars 2025

	Budget			Revenus			Dépenses		2025			2024
	Revenus	Dépenses et affectations	Surplus (déficit) de financement	Revenus S.A.C.	Revenus reportés	Revenus autres	Revenus totaux	Dépenses totales	Surplus (déficit) courant	Affectations	Surplus (déficit) de financement	
DÉVELOPPEMENT SOCIAL												
145	219 543	244 890	(25 347)	137 745	-	15 451	213 196	256 577	(43 381)	-	(43 381)	-
146	5 302 844	5 302 844	-	5 668 463	-	-	5 668 463	7 959 424	(2 290 941)	-	(2 290 941)	-
147	343 032	343 032	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
148	144 540	166 621	(22 081)	210 000	(34 972)	-	175 028	175 028	-	-	-	(32 719)
149	183 887	183 887	-	90 000	47 450	(5 000)	132 450	132 450	-	-	-	-
150	-	-	-	-	8 186	128 828	138 014	138 014	-	-	-	-
151	-	-	-	-	68 914	451 337	520 251	520 251	-	-	-	-
152	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	6 193 846	6 241 274	(47 428)	6 166 228	89 578	591 616	6 847 422	9 181 744	(2 334 322)	-	(2 334 322)	(32 719)
CENTRE DES RESSOURCES TERRITORIALES (CRT)												
154	361 351	246 669	114 682	-	-	26 122	26 122	4 775	21 347	-	21 347	(21 472)
155	313 342	299 842	13 500	-	-	246 580	246 580	224 725	21 855	883	22 738	(13 002)
156	254 609	251 109	3 500	-	-	302 860	302 860	302 860	-	(6 100)	(6 100)	13 180
157	150 000	150 000	-	-	(359 567)	511 741	152 174	132 012	20 162	(20 162)	-	30 782
158	252 302	245 302	7 000	-	202 538	252 302	454 840	454 840	-	-	-	-
159	-	-	-	-	5 853	176 314	182 167	182 167	-	-	-	-
160	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
161	-	-	-	-	(50 000)	50 000	-	-	-	-	-	-
	1 331 604	1 192 922	138 682	-	(201 176)	1 565 919	1 364 743	1 301 379	63 364	(25 379)	37 985	9 488
ENTREPRISES												
163	-	-	-	-	-	27 350	27 350	77 594	(50 244)	-	(50 244)	(60 641)
164	-	-	-	-	-	-	-	213	(213)	(1 290)	(1 503)	14 835
165	-	-	-	-	-	-	-	28 513	(28 513)	-	(28 513)	54 000
166	325 211	318 154	7 057	-	-	335 470	335 470	335 470	-	(17 543)	(17 543)	24 956
167	125 000	124 618	182	-	-	367 965	367 965	367 965	-	-	-	(113 551)
168	213 440	350 773	(137 333)	53 598	-	403 346	456 944	456 944	-	(48 970)	(48 970)	(70 655)
169	-	-	-	105 703	93 620	-	199 323	-	199 323	-	199 323	-
170	69 096	69 425	671	-	31 570	(4 156)	27 414	27 414	-	-	-	-
171	127 190	127 190	-	78 465	23 655	67 443	169 563	169 563	-	-	-	-
172	-	-	-	-	-	-	-	43 037	(43 037)	-	(43 037)	-
	859 937	969 360	(129 423)	237 766	148 845	1 197 418	1 564 029	1 506 713	77 316	(67 803)	9 513	(151 056)
SANTÉ												
174	1 275 088	1 275 088	-	2 948 371	-	(1 744 628)	1 203 743	1 199 415	4 328	(4 328)	-	4 127
175	1 133 426	1 133 426	-	946 601	-	(16 544)	930 057	896 044	34 013	(34 013)	-	-
176	1 590 959	1 585 049	5 910	1 085 759	-	3 477	1 089 236	1 017 489	71 747	(71 747)	-	-
177	-	-	-	-	30 939	-	30 939	-	30 939	-	30 939	-
178	876 242	876 242	-	385 244	-	12 484	397 728	397 728	-	-	-	-
179	-	-	-	-	153 313	(153 313)	-	-	-	-	-	-
180	-	-	-	-	7 054	-	7 054	7 054	-	-	-	-
181	-	-	-	-	-	54 738	54 738	54 738	-	-	-	-
182	100 637	100 637	-	83 505	8 915	-	102 420	102 420	-	-	-	-
183	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 004 000)
184	983 015	983 015	-	720 029	-	-	720 029	680 923	39 106	(39 106)	-	-

Conseil des Atikamekw de Manawan  
Informations sectorielles  
Exercice terminé le 31 mars 2025

	Budget			Revenus			Dépenses		2025		2024	
	Revenus	Dépenses et affectations	Surplus (déficit) de financement	Revenus S.A.C.	Revenus reportés	Revenus autres	Revenus totaux	Dépenses totales	Surplus (déficit) courant	Affectations	Surplus (déficit) de financement	Surplus (déficit) courant
SANTÉ (SUITE)												
185 Soins infirmiers (#20275)	2 922 496	2 922 496	-	3 122 399	-	228 075	3 350 474	3 349 993	481	(481)	-	459
186 Télé-Santé (#20280)	-	-	-	71 056	-	-	71 056	71 056	-	-	-	-
187 Carrière en santé (#20390)	-	-	-	11 171	(2 036)	-	9 135	9 135	-	-	-	-
188 Clinique dentaire (#20305)	-	-	-	16 969	-	-	16 969	16 969	-	-	-	10 930
189 Service d'aide à l'enfance et à la famille (#20309)	4 864 642	4 864 642	-	8 062 034	(5 638 277)	(1 747 479)	676 278	676 278	-	-	-	-
190 A.G.I.E.A. (#20360)	-	-	-	-	716 605	(612 424)	104 181	104 181	-	-	-	-
191 Transport pour raison médicale - Clients QO10 (#20400)	1 935 000	2 590 894	(655 894)	2 249 704	-	11 136	2 260 840	3 920 215	(1 659 375)	(2 329)	(1 661 704)	-
192 Salaire des coordonnateurs TRM - QO1H (#20401)	93 636	142 942	(49 306)	93 636	-	-	93 636	184 922	(91 286)	-	(91 286)	-
193 Salaire des chauffeurs - QO1G (#20402)	130 154	122 587	7 567	130 152	-	-	130 152	182 419	(52 267)	-	(52 267)	-
194 F&E des tournois - QO1E (#20403)	32 000	34 909	(2 909)	76 206	-	-	76 206	33 972	42 234	(63 610)	(21 376)	-
195 Frais d'administration - QO1D (#20404)	189 500	188 326	1 174	189 504	-	-	189 504	194 580	(5 076)	-	(5 076)	-
196 Bureau des services sociaux - 250 Mistassini (#20700)	48 420	48 420	-	-	-	48 420	48 420	11 267	37 153	-	37 153	37 490
197 Services aux patients Joliette (#20710)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 475)
198 PSI-SSNA (#20735)	40 000	40 000	-	45 545	-	-	45 545	45 545	-	-	-	(198)
199 Guérisseur traditionnel (#20740)	24 047	24 047	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	16 239 262	16 932 720	(693 458)	20 247 885	(4 723 487)	(3 916 059)	11 608 340	13 156 343	(1 548 003)	(215 614)	(1 763 617)	(1 953 667)
MAISON DES AÎNÉS												
201 Fonctionnement de la Maison des Aînés (#20800)	1 609 215	1 381 451	227 764	1 097 328	-	374 538	1 471 866	1 937 593	(465 727)	(79 828)	(545 555)	(141 513)
Sous-total	121 356 516	118 657 970	2 698 546	77 018 648	5 493 494	23 087 481	105 599 613	98 479 690	7 119 923	(5 853 208)	1 266 715	46 650 613
Revenus de transfert relatifs aux immobilisations	-	-	-	-	-	(5 525 269)	(5 525 269)	-	(5 525 269)	5 853 208	327 939	(45 061 621)
Total - Fonds de fonctionnement	121 356 516	118 657 970	2 698 546	77 018 648	5 493 494	17 562 212	100 074 344	98 479 690	1 594 654	-	1 594 654	1 588 992
Surplus (déficit) fonds d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	5 525 269	5 525 269	3 601 382	1 923 887	(2 335 114)	(411 227)	42 284 586
Revenus de fonds autonomes	-	-	-	-	-	(1 626 829)	(1 626 829)	-	(1 626 829)	-	(1 626 829)	(303 027)
Total - Fonds autonomes	-	-	-	-	-	3 898 440	3 898 440	3 601 382	297 058	(2 335 114)	(2 038 056)	41 981 569
AUTRES FONDOS												
Fonds d'habitation	-	-	-	-	-	1 233 081	1 233 081	1 464 371	(231 290)	(111 763)	(343 053)	(42 689)
Fonds d'entreprise - Loyer	-	-	-	20 041	-	21 222 235	21 242 276	2 331 345	18 910 931	(19 255 768)	(344 837)	2 804 317
Tourisme Manawan	-	-	-	-	-	162 578	162 578	322 453	(159 805)	11 517	(148 388)	(100 546)
Centre sportif et culturel de Manawan	-	-	-	-	-	275 189	275 189	597 004	(321 815)	177 065	(144 750)	(265 882)
Société de développement économique de Manawan	-	-	-	-	-	401 568	401 568	421 940	(20 372)	-	(20 372)	11 609
Total - Autres fonds	-	-	-	20 041	-	23 294 851	23 314 892	5 137 143	18 177 549	(19 178 949)	(1 001 400)	2 406 769
AUTRES REVENUS ET DÉPENSES												
Opérations interfonds	-	-	-	-	-	(29 410 360)	(29 410 360)	(29 410 360)	-	-	-	-
Total	121 356 516	118 657 970	2 698 546	77 038 689	5 493 494	15 344 943	97 877 116	77 807 855	20 069 261	(21 514 063)	(1 444 802)	45 577 350